

# La réforme du collège à l'épreuve de la rentrée

Après un an de polémiques et d'oppositions, les 7 000 collèges appliqueront très inégalement le changement

**C'**est une réforme emblématique du quinquennat en matière d'éducation – la seconde après l'épisode houleux des rythmes scolaires en primaire. Chahuté, depuis plus d'un an, par d'incessantes querelles idéologiques, polémiques pédagogiques et appels syndicaux à l'abrogation, le « collège 2016 » annoncé au printemps 2015 par la ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, entrera officiellement en vigueur dans les 7 000 établissements de France jeudi 1<sup>er</sup> septembre.

De la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>, les 3,3 millions de collégiens découvriront les manuels scolaires correspondant aux nouveaux programmes, dont l'élaboration n'a pas été épargnée par les polémiques. Ils étudieront une deuxième langue dès la 5<sup>e</sup> (au lieu de la 4<sup>e</sup>). En contrepartie, certaines classes bilingues disparaissent, au grand regret de nombreux parents et enseignants.

Dans leur emploi du temps figureront deux nouveaux dispositifs : l'accompagnement personnalisé (AP) et les enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI) – des projets mêlant plusieurs matières, qui suscitent des réticences dans une partie du corps enseignant.

Enfin, latin et grec changent de statut : ils sont refondés dans un EPI « langues et cultures de l'Antiquité », à la grande colère des défenseurs des « humanités ». S'ils le souhaitent, les établissements peuvent proposer, en plus, une option latin aux horaires allégés.

Reste que les changements induits par cette réforme ne prendront pas partout la même ampleur, tant les enseignants s'y engagent en ordre dispersé. « Dans la profession, on trouve tout l'éventail de positions sur la réforme : des convaincus aux réfractaires, en passant par les dubitatifs », observe Christian Chevalier, du Syndicat des enseignants-UNSA.

## La fronde perdue

Pour décrire le panorama de la rentrée, le SNPDEP, principal syndicat des chefs d'établissement, avance des ordres de grandeur :

60 % des collèges mettront en œuvre la réforme « sans grand enthousiasme, par devoir », selon Michel Richard, secrétaire général adjoint ; « un quart l'appliquera plus volontiers car elle s'inscrit dans la continuité de leurs pratiques – la pédagogie par projet, l'interdisciplinarité ; et 15 % seront d'irréductibles villages Gaulois, des collèges où les enseignants ferment le service minimum ».

De son côté, la ministre a déclaré dans plusieurs médias régionaux, lundi 29 août, que de « 5 % à 10 % » des établissements avaient connu des résistances en 2015-2016, au moment de préparer la réforme. « Mais désormais, tout le monde est monté sur le bateau », assure-t-on dans son entourage.

Du côté des « anti-réforme », la fronde perdure. Le SNES-FSU a lancé un mot d'ordre de grève pour le 8 septembre et demande des « moratoires » sur certains points de la réforme. Le syndicat majoritaire appelle les enseignants à « entrer en résistance pédagogique », tout comme le Syndicat national des lycées et collèges (Snalc), qui a publié un mode d'emploi pour contourner la réforme.

« On peut très bien continuer à enseigner comme on l'entend, tout en bricolant quelque chose pour

**« On trouve tout l'éventail de positions : des convaincus aux réfractaires, en passant par les dubitatifs »**

**CHRISTIAN CHEVALIER**  
syndicat SE-UNSA

être dans les clous, assure Jean-Rémi Girard, vice-président du Snalc. Exemple : en 5<sup>e</sup>, le Moyen Âge est au programme d'histoire. En français, vous étudiez le roman de chevalerie et vous dites que vous faites un EPI sur la figure du chevalier ! Quant à l'AP, les consignes sont tellement floues qu'on peut

mettre n'importe quoi dedans : un cours de grammaire, une étude de texte... »

Le « service minimum », c'est un peu ce qui se profile dans le collège de Marie-Christine de Redon, à Marseille. Un établissement favorisé, « habituellement tranquille, peu militant », décrit cette enseignante de mathématiques, mais dans lequel « la réforme a soulevé un tollé », « nous avons résisté au maximum ».

## « Du pipeau »

Résultat, en cette rentrée, rien n'est prévu s'agissant des projets interdisciplinaires. « Chez nous, il n'y en aura presque pas, à part des actions qui existaient déjà et qui seront étiquetées EPI. » « Ce dispositif, on savait que ce serait du pipeau, poursuit-elle. Ce sont des choses qui se font déjà, mais les imposer à toutes les disciplines, d'un coup, sur les quatre niveaux, sans moyens ni formation, c'était irréaliste ! »

A l'opposé, le collège de Mathilde, professeure de français dans l'académie de Besançon qui a souhaité garder l'anonymat, est prêt à se lancer. « Début juillet, on a posé le cadre des EPI, si bien qu'on est parti en vacances en sachant qui faisait quoi, à quel moment et avec qui », témoigne l'enseignante.

Pour elle, l'année commencera, avec ses 3<sup>e</sup>, par un EPI français-histoire autour du thème « Je suis témoin de la période 1914-1945 » ; le projet envisagé étant la réalisation d'une exposition de témoignages fictifs que les élèves auront imaginés à partir d'une sélection d'extraits de journaux intimes, de récits de guerre. « Je n'irais pas jusqu'à dire que cette réforme a suscité chez nous l'enthousiasme, mais on faisait le constat que ça n'allait plus, que les élèves n'étaient pas assez motivés. Alors on s'est dit : on nous propose quelque chose de nouveau, essayons ! »

Quel que soit le stade de mise en œuvre, la réforme continue malgré tout à susciter beaucoup d'inquiétudes. D'abord, parce que tout n'a pas pu être anticipé. « On a essayé de se préparer au mieux, mais dans mon collège d'éducation prio-

ritaire, on a un tiers de nouveaux professeurs qui arrivent à la rentrée et qu'il va falloir intégrer à nos projets. Que ce soit pour l'AP ou les EPI, il reste beaucoup d'inconnues », rapporte « Monsieur Samovar », un enseignant blogueur de lettres classiques qui exerce dans l'académie de Versailles.

Sans compter que la tâche est lourde : il a fallu revoir les programmes en même temps que l'organisation du collège sur les quatre classes simultanément. « Il me semble que si la réforme est mal accueillie, c'est surtout du fait de la précipitation avec laquelle elle a été imposée », estime l'enseignant.

Sur le fond, les craintes portent sur l'autonomie octroyée aux établissements, qui fait redouter à certains le délitement d'une éducation « nationale », identique partout.

## Besoin de temps

Surtout, la réforme induit une évolution des pratiques, de la culture professionnelle enseignante. « On passe d'un système qui encourageait le travail individuel, le cloisonnement des disciplines, à un système qui incite au travail collectif. C'est un vrai changement de perspective », observe Frédérique Sève, du SGEN-CFDT, un syndicat pro-réforme.

Autant de bouleversements qui nécessiteront du temps. Comme le rappelle l'historien Claude Lelièvre : « Dans l'éducation, les réformes sont toujours lentes et se mettent en œuvre à géométrie variable. On ne pouvait pas imaginer que tout serait en place à la rentrée, d'un coup de baguette magique, parce que la Rue de Grenelle l'a décrété ! »

Reste à savoir si on laissera à cette réforme le temps de s'installer. L'échéance de l'élection présidentielle 2017 approche, et à droite, trois candidats à la primaire (Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé et Bruno Le Maire) ont d'ores et déjà annoncé leur intention de faire machine arrière. ■

AURÉLIE COLLAS

## Un objectif pour les élèves : « Lire, écrire, compter et penser »

EN CETTE ANNÉE SCOLAIRE qui s'apprête à démarrer pour 12,4 millions d'élèves, le collège et les programmes – du CP à la 3<sup>e</sup> – font leur révolution. Pour beaucoup d'observateurs et d'usagers de l'école, d'ailleurs, ces deux réformes ne font qu'une : nouvelles manières de travailler pour les enseignants, nouvelles façons de se projeter et de progresser pour les élèves. D'autres changements moins polémiques, liés au parachèvement de mesures antérieures, se dessinent sur le terrain.

**Ce qui change côté élèves** Un objectif leur est assigné par Najat Vallaud-Belkacem : « Lire, écrire, compter et penser. » Concernant les « fondamentaux », la ministre de l'éducation nationale promet, en français notamment, en plus des dix heures qui lui sont

« classiquement » dévolues, dix heures consacrées chaque semaine à des « activités quotidiennes » d'oral, de lecture et d'écriture.

Par ailleurs, la première langue vivante doit être enseignée dès le CP. Une évaluation en français et en maths sera organisée en CE2 pour la deuxième année. La continuité entre CM1-CM2 et 6<sup>e</sup> doit permettre de réduire le fossé entre élémentaire et collège, et un « livret scolaire unique numérique » suivra l'élève du CP à la 3<sup>e</sup>.

L'enseignement de la deuxième langue vivante démarrera en 5<sup>e</sup>, soit un an plus tôt, ce qui aboutit à supprimer une partie des sections bilangues. Le brevet est rénové avec un oral et une épreuve de sciences supplémentaires.

Pour les publics les plus fragiles, les fonds sociaux, en hausse, sont portés à 49,3 mil-

lions d'euros. Les bourses des lycéens augmentent, elles, de 10 %.

**Ce qui change côté enseignants** Manuel Valls l'avait annoncé avant l'été : l'indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves (ISAE) est relevée à 1200 euros pour les professeurs du primaire – au même niveau que celle de leurs collègues du secondaire. Une décharge de dix jours est instaurée pour les directeurs des écoles de deux classes (ceux de trois classes en bénéficient déjà depuis 2015). Le ministère de l'éducation fait la promesse de « carrières simplifiées et revalorisées » pour 2017. Celle, aussi, de tenir l'engagement des « 60 000 postes » avancé par la gauche en 2012. ■

MATTÉA BATTAGLIA

## La polémique sur le latin couve toujours

La ministre assure que 70 % des élèves suivront l'initiation aux cultures de l'Antiquité en 5<sup>e</sup>. Pour les défenseurs des humanités, cela ne remplacera pas l'apprentissage du latin et du grec

Le dossier est explosif. Comme toutes les polémiques nées avec la réforme du collège, celle sur le devenir du latin et du grec est à l'origine, depuis 2015, d'interprétations opposées : d'un côté, une ministre de l'éducation qui veut voir dans la création de l'enseignement pratique interdisciplinaire (EPI) « langues et culture de l'Antiquité » la garantie qu'un plus grand nombre d'élèves goûte, désormais, aux humanités. De l'autre, des enseignants de lettres classiques qui, en nombre, redoutent que le remplacement de leur option par un « module », même accolé à une option « allégée » (rebaptisée « enseignement de complément »), porte atteinte à leur discipline.

On s'en souvient, la controverse avait agité, bien au-delà des cercles d'enseignants, politiques et intellectuels de tout bord. Pour les rassurer, Najat Vallaud-Belkacem devait, lundi 29 août, lors de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée, appeler les statistiques à la rescousse : 70 % des élèves de 5<sup>e</sup> devraient suivre cette année l'EPI latin-grec. Parmi eux, 20 % de-

### « L'enseignement se résume dans les pires cas à une poignée d'heures »

ROBERT DELORD  
association Arrête ton char

vraient également plébisciter l'enseignement de complément – un pourcentage identique à celui des inscrits à l'option en 5<sup>e</sup> l'an dernier. « 550 000 collégiens vont s'initier aux humanités via l'EPI, se félicite-t-on au cabinet de la ministre, et 156 000 d'entre eux pourront aller plus loin et se plonger dans l'étude de la langue. Pour nous, l'objectif d'accroître le vivier de latinistes est bel et bien atteint. »

Pari tenu, vraiment ? « Sur le terrain, les établissements ont essayé de maintenir l'existant », concède François Martin, président de la Cnarela, qui regroupe 28 associations de défense du latin et du grec sur tout le territoire. Plus de 9 collèges sur 10 (92 %) qui proposaient

l'option latin s'apprêtent à mettre en place, en cette rentrée, l'EPI consacré : ce bilan chiffré, Cnarela et ministère le partagent. Mais la communauté de vues s'arrête là.

« Derrière un même sigle – EPI –, on se confronte d'un collège à l'autre à une grande diversité de formes, d'horaires, de contenus, fait valoir François Martin, dont la fédération a sondé 450 collèges de 25 académies. Les collégiens les plus chanceux bénéficieront de trente-six heures d'enseignement dès la 5<sup>e</sup>, quand d'autres devront se contenter de dix heures sur tout le collège... Peut-on, dans ces conditions, parler d'équité ou de démocratisation ? », interroge cet enseignant de l'académie de Créteil.

### « Inégalités criantes »

Même inquiétude de l'association Arrête ton char, qui dispose de « remontées » de 550 collèges. « Dans les pires cas, l'EPI se résume à une intervention d'une poignée d'heures, assure Robert Delord, son porte-parole. Certains établissements ont opté pour une initiation sur toute l'année, quand d'autres la stopperont après un semestre, voire

un trimestre. » A ces « inégalités criantes » qu'il dénonce s'ajoutent des « situations ubuesques sur la forme comme sur le fond » : « On a eu connaissance d'EPI préparés par des collègues de lettres classiques mais qu'ils ne prendront pas en charge, reprend M. Delord. Sans parler de ceux prétendument de langues anciennes mais consacrés... à la chevalerie au Moyen Âge ! On plonge dans l'anachronisme, voire le contre-sens... »

Alarmistes, les latinistes ? L'enseignement de complément, là où il se met en place, ne les rassure pas : il représente une heure par semaine en classe de 5<sup>e</sup>, deux heures en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> – quand l'option, supprimée, prévoyait deux heures en 5<sup>e</sup>, puis trois heures en 4<sup>e</sup> comme en 3<sup>e</sup>. Son programme, lui, avait été plutôt salué par la communauté éducative, l'hiver dernier. « C'est bien la catégorie des "élèves latinistes" – ce qu'ils apprennent et comment – qui est en train d'être définie », conclut François Martin, de la Cnarela. Les effectifs stabilisés seront communiqués à l'automne. ■

M. BA.

# Les enseignants face au casse-tête des projets transversaux

Nouveauté de la rentrée, les enseignements pratiques interdisciplinaires concentrent les inquiétudes, même si les exemples réussis abondent

**D**éfinir un sujet commun aux programmes, mêler au moins deux disciplines, réaliser un projet collectif concret... Ce pourrait être la recette des « enseignements pratiques interdisciplinaires », ces EPI instaurés par la réforme du collège et qui ont déjà fait couler beaucoup d'encre.

Dès la rentrée, les collégiens suivront ces modules de la 5<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>, à raison d'une à trois heures par semaine. La Rue de Grenelle a fixé le cadre, en définissant huit thèmes de travail, du développement durable au monde économique et professionnel, en passant par la citoyenneté et, point le plus polémique, les « langues et cultures de l'Antiquité ».

Les enseignants opposés au nouveau collège n'y voient rien de moins qu'un coup porté aux enseignements disciplinaires. Un signe de ce « nivellement par le bas » reproché à la politique éducative de la gauche. Ceux, en revanche, qui soutiennent la réforme attendent de ces EPI qu'ils redonnent du sens aux apprentissages ; un moyen, pour reprendre les mots de la ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, de « lutter contre l'ennui », de motiver les élèves, de les rendre actifs.

Des ovnis, ces modules ? Pas tout à fait. D'abord parce que plusieurs dizaines d'établissements ont fait le choix, dès l'année 2015-2016, de les expérimenter – dans les académies de Toulouse et de Rennes notamment, et partout où les équipes ont eu envie de « se lancer ». Ensuite, parce que le « croisement des disciplines », le « travail en décloisonné », comme on dit dans le jargon de l'école, même s'il se fai-

sait sur la base du volontariat et non de manière imposée, existe déjà. Enseignant de lettres classiques, Fabrice Roux a élaboré tout au long de l'année écoulée « huit ou neuf exemples » d'EPI dans le cadre d'ateliers inter-établissements qu'il anime et auxquels prennent part une vingtaine de professeurs. « Une façon de se motiver, le moral des collègues n'était pas au beau fixe », dit-il.

Dans son collège de Ganges (Hérault) – un « établissement rural et tranquille » de 600 élèves –, c'est un module baptisé « Héros et héroïsme » qui s'apprête à voir le jour, en collaboration avec des professeurs de français, d'histoire-géographie et d'arts plastiques. Parmi les objectifs : faire découvrir des textes patrimoniaux autour de la figure du héros antique et médiéval, comprendre l'évolution du héros et de sa représentation – héritage antique, christianisation des valeurs, résurgence par des « super-héros » – décrypter sa place dans le récit historique...

## « Dénominateur commun »

Un voyage interdisciplinaire d'Hercule aux comics, de Persée à Jeanne d'Arc, proposé, en 5<sup>e</sup>, à raison de dix-huit heures par élève sur un semestre, et qui pourra se concrétiser par la création d'une bande dessinée, d'un story-board ou d'un petit film. Deux groupes de latinistes par niveau suivront, en outre, l'« enseignement de complément » qui s'est substitué à l'option latin, « mais avec un horaire très allégé », pointe Fabrice Roux. « Du point de vue de la langue et de son enseignement stricto sensu, il n'y en a pratiquement pas dans l'EPI, reconnaît-il, hormis

**« Mettre autant de professeurs autour d'une table et leur demander d'être d'accord sur tout ne va pas de soi »**

SOPHIE CASSIGNOL  
professeur

*l'étymologie. La priorité, c'est bien d'offrir au plus grand nombre une initiation solide.*

Au collège Jean-Jaurès de Damparis, près de Dole (Jura) – un petit établissement de 260 élèves –, le projet d'EPI initié par Clémence Maurin, professeure d'histoire-géographie, et par sa collègue d'histoire –, en lien avec une dizaine de professeurs de français, de mathématiques, de physique et d'allemand –, est ambitieux. Il s'agit de proposer aux élèves de 3<sup>e</sup>, sur un semestre, d'aborder des moments-clés du XX<sup>e</sup> siècle à travers le témoignage de figures féminines : Lucie Aubrac, Sophie Scholl, Simone Veil, Marie Curie, Julia Robinson...

« Nous sommes parties de cette approche novatrice selon laquelle l'histoire n'est pas faite uniquement d'hommes, mais qu'il y a des femmes emblématiques dans des pans entiers de celle-ci », explique M<sup>me</sup> Maurin. Le projet donnera lieu à un diaporama collectif des figures abordées, réalisé par les élèves en binôme, et une présentation écrite, individuelle, d'un personnage au choix.

Le collège Jean-Gay de Verfeil (Haute-Garonne), 400 élèves, a,

lui, pris un peu d'avance : il compte parmi la trentaine d'établissements « pionniers » de l'académie de Toulouse. Ici, le premier ministre, Manuel Valls, et M<sup>me</sup> Vallaud-Belkacem étaient venus, en septembre 2015, saluer l'engagement de l'équipe.

« Quatre EPI impliquant dix-huit enseignants ont été mis en place dès 2015, et 210 collégiens ont pu en bénéficier », s'enorgueillit David Marcos, le principal. Parmi les modules expérimentés, il en est un qui a particulièrement séduit les élèves : « Il part d'un scénario mettant en scène une voiture roulant trop vite, en infraction en pleine nuit, et qui est contrôlée par un policier », explique le chef d'établissement.

En sciences physiques, les élèves interrogent la couleur du véhicule ; en SVT, l'ADN du conducteur ; dans le cadre de l'enseignement moral et civique (EMC) dispensé par le professeur d'histoire-géo, c'est la composition d'un tribunal qui est étudiée ; puis, en français, la prise de parole. Le « grand final » voit les élèves mettre en scène un procès, en cours d'histoire.

« Il nous faut trouver un dénominateur commun entre collègues, parfois ça marche très bien... et parfois moins », explique Sophie Cassignol, enseignante de lettres classiques. Etre pionnier nous a permis de tester les EPI sans pression. Mais mettre autant de profs autour d'une table et leur demander d'être d'accord sur tout – le sujet, sa progression, ses horaires... –, honnêtement, ça ne va pas de soi. Sans temps pour se coordonner, c'est une gageure ! » ■

MATTÉA BATTAGLIA  
ET AURÉLIE COLLAS